

Longueuil, le 22 avril 2008

Monsieur Jean Charest
Premier Ministre du Québec
Conseil exécutif, Édifice Honoré-Mercier
835, boul. René-Lévesque Est, 3^e étage
Québec (Québec)
G1A 1B4

Bonjour Monsieur le Premier ministre,

Vous avez souvent entendu parler de la revendication des retraités des secteurs public et parapublic, soit l'indexation des rentes de retraite. Cette revendication, que nous croyons légitime, n'a pas que des partisans. Un des adversaires les plus tenaces à cette revendication est le Conseil du trésor. Les conseillers du Conseil du trésor imaginent toutes sortes de scénarios pour contrer nos revendications légitimes.

Le gouvernement libéral devra faire attention pour ne pas tomber dans le même piège que celui du gouvernement du Parti québécois en 1982. En effet, avant d'imposer, par la loi 68, la désindexation des rentes de retraite et d'autres mesures régressives à ses employés, le gouvernement de cette époque avait mené une campagne de dénigrement à l'égard des employés de l'État, les enseignants, les fonctionnaires, les professionnels, etc.

Cette campagne visait à décrire les serviteurs de l'État comme des « gras durs » et des enfants gâtés, soit le même scénario concocté, nous semble-t-il maintenant, par les conseillers du Conseil du trésor. Tout a été prétexte à l'époque pour préparer les coups de matraque qu'ont été les lois spéciales qui ont imposé des reculs dans les conditions de travail et les régimes de retraite.

Le gouvernement du Parti québécois en a payé un fort prix à l'élection suivante. Bon nombre des partisans du PQ en ont été tellement marqués, qu'ils se sont refusé à voter à nouveau pour un gouvernement du Parti québécois.

En décembre 2007, à la suite à d'une résolution unanime de l'Assemblée nationale, votre gouvernement a formé un groupe de travail pour étudier les coûts des différentes hypothèses de la ré-indexation des rentes des retraités de l'État. En même temps, le Conseil du trésor commandait des études à des experts externes pour se donner plus d'arguments pour contrer les demandes légitimes des retraités.

Les travaux du comité de l'Assemblée nationale ont commencé. Les hypothèses de coûts ont été établies. Toutefois, les représentants du Conseil du trésor ne trouvaient pas les arguments de coûts suffisants pour contrer la revendication. Au lieu de s'en tenir au mandat du comité, ils ont exigé que soient ajouté et mis en parallèle la rente moyenne des retraités, la rente du RRQ, la pension de la sécurité de la vieillesse et les revenus de placements.

Faut-il rappeler ici, que tous les travailleurs retraités reçoivent la RRQ et la pension de sécurité de la vieillesse. À ce chapitre les retraités de l'État québécois n'ont pas de traitement privilégié. Il faut aussi se rappeler que la rente du Québec et la pension de sécurité de la vieillesse sont pleinement indexées au coût de la vie.

L'objectif est-il de dépeindre les retraités de l'État comme des gras durs ? Même stratagème qu'en 1982, l'année de l'introduction de la désindexation des rentes de retraite.

Monsieur le Premier ministre, si les représentants du Conseil du trésor veulent faire cette démonstration, il leur faudrait compléter cette illustration par l'ajout de:

- La valeur en dollars de l'apport économique du bénévolat de ces retraités;
- Les impôts et taxes payés par ces citoyens que sont les retraités de l'État : impôts sur le revenu, la TPS et la TVQ;
- La valeur de la perte du pouvoir d'achat causée par la désindexation de leur rente de retraite;
- La valeur des investissements des retraités de l'État dans leur fonds de retraite en tenant compte des rendements obtenus par leurs seules cotisations depuis le début de leur participation au fonds et de la projection des rendements que ces investissements continuent de produire;

- La valeur totale des investissements si le gouvernement avait versé sa part dans le même fonds que les participants et les rendements qu'aurait générés la participation gouvernementale;
- Les sommes très importantes qui sont dans le FARR (Fonds d'amortissement des régimes de retraite), leur taux de croissance et les perspectives d'avenir de ce fonds.

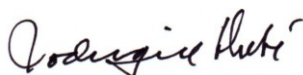
Les retraités ont généralement cotisé à leur régime de retraite plus qu'ils n'en reçoivent. Leur demande n'est pas irresponsable. Ce que les retraités veulent, c'est de maintenir le ratio du 2% par année de service qu'ils ont reçu au moment de la retraite. Monsieur le Premier Ministre, les années travaillées et cotisées entre 1982 et 2000 sont indexées selon la formule IPC-3%. C'est donc dire qu'il n'y a eu que 0,2% d'indexation pour toutes ces années depuis 1993. Vous avouerez, que 0,2% en 14 ans par rapport à l'augmentation du coût de la vie durant cette période, c'est un appauvrissant préoccupant et totalement inacceptable.

Cette situation est d'autant plus inacceptable que les surplus dans les fonds de retraite sont toujours et uniquement utilisés pour accorder de meilleurs bénéfices à ceux qui sont au travail, réduction de cotisation, bonification des régimes, etc. Monsieur le Premier Ministre, nous n'en avons pas contre le fait que les travailleurs améliorent leur sort, mais nous vous invitons à prendre en compte la part des retraités dans le partage de la valeur des fonds de retraite.

Ci-joint, pour compléter notre point de vue, monsieur le Premier Ministre, le communiqué de presse que nous avons émis en fin de semaine. L'apport des retraités de l'État à la société québécoise doit être pris en compte lorsque vous prendrez une décision les concernant.

Si la rente moyenne des 137 100 retraités du RREGOP n'était que de 15 059,00\$ en 2006, serait-ce dû au fait que plus de 70% de ces retraités sont des femmes ? Il y avait une nécessité d'accorder l'équité salariale aux femmes sur le marché du travail. Cette nécessité est aussi présente lorsque l'on parle des retraités de l'État.

Merci Monsieur le Premier ministre d'avoir lu notre message et surtout de prendre les décisions judicieuses nous concernant.



Rodrigue Dubé
Président de l'ADR